

## Descolarisation, précarité et risques sociaux : la réinsertion des jeunes filles par l'apprentissage en Côte d'Ivoire

**Dr. Safié Roseline N'Da**

Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan  
UFR de criminologie, Côte d'Ivoire

Doi: 10.19044/esipreprint.1.2026.p326

---

Approved: 17 January 2026

Copyright 2026 Author(s)

Posted: 19 January 2026

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

*Cite As:*

Safié, R. (2026). *Descolarisation, précarité et risques sociaux : la réinsertion des jeunes filles par l'apprentissage en Côte d'Ivoire*. ESI Preprints.

<https://doi.org/10.19044/esipreprint.1.2026.p326>

---

### Résumé

Cet article examine les obstacles à la réinsertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées engagées dans des parcours d'apprentissage en Côte d'Ivoire, dans un contexte marqué par des inégalités éducatives et socio-économiques persistantes. Il s'inscrit dans une réflexion critique sur les politiques de formation professionnelle, souvent présentées comme des réponses efficaces à la précarité juvénile, mais dont les effets réels sur l'autonomisation des bénéficiaires restent discutables. L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure l'apprentissage permet aux jeunes filles de construire une insertion durable ou contribue, au contraire, à la reproduction de situations de vulnérabilité.

L'étude repose sur une approche qualitative menée dans des centres de formation professionnelle situés à Abidjan, notamment dans les communes d'Abobo et de Yopougon. La collecte des données s'est appuyée sur des entretiens semi-directifs et des focus groups réalisés auprès de 150 acteurs, comprenant des jeunes filles en apprentissage, des encadreurs, des responsables de centres de formation et des parents. L'échantillonnage raisonné et la poursuite des entretiens jusqu'à saturation des données ont permis de saisir la diversité des trajectoires, des représentations et des contraintes qui structurent les parcours d'insertion.

Les résultats montrent que, malgré l'acquisition de compétences techniques, l'insertion socio-professionnelle demeure largement précaire. L'absence d'accompagnement après la formation, le manque de financement

pour l'auto-emploi, la faiblesse du soutien familial et la précarité du marché du travail informel constituent des freins majeurs à l'autonomie économique. Face à ces contraintes, les jeunes filles développent des stratégies d'adaptation centrées sur des activités informelles et instables, offrant peu de perspectives de mobilité sociale.

En conclusion, l'article souligne que la réinsertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées ne peut se limiter à la formation professionnelle. Elle requiert une approche globale intégrant accompagnement durable, soutien familial et politiques publiques inclusives, afin de transformer l'apprentissage en un véritable levier d'autonomisation et de réduction des inégalités.

---

**Mots clés :** Déscolarisation, Réinsertion socio-professionnelle, Formation professionnelle, Précarité sociale, Apprentissage

---

## **Descolarisation, Precarity and Social Risks: The Reintegration of Young Girls Through Apprenticeship in Côte d'Ivoire**

*Dr. Safié Roseline N'Da*

Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody-Abidjan  
UFR de criminologie, Côte d'Ivoire

---

### **Abstract**

This article examines the obstacles to the socio-professional reintegration of out-of-school girls engaged in apprenticeship pathways in Côte d'Ivoire, within a context marked by persistent educational and socio-economic inequalities. It adopts a critical perspective on vocational training policies, which are often presented as effective responses to youth precarity, yet whose actual impact on beneficiaries' empowerment remains open to debate. The objective is to assess the extent to which apprenticeship enables young girls to achieve sustainable socio-professional integration or, conversely, contributes to the reproduction of situations of vulnerability.

The study is based on a qualitative approach conducted in vocational training centers located in Abidjan, particularly in the communes of Abobo and Yopougon. Data collection relied on semi-structured interviews and focus group discussions with 150 participants, including girls enrolled in apprenticeship programs, trainers, training center managers, and parents. A purposive sampling strategy and the continuation of interviews until data saturation allowed for an in-depth understanding of the diversity of

trajectories, social representations, and constraints shaping pathways to integration.

The findings show that, despite the acquisition of technical skills, socio-professional integration remains largely precarious. The lack of post-training support, limited access to financing for self-employment, weak family support, and the precarious nature of the informal labor market constitute major barriers to economic autonomy. In response to these constraints, the girls develop coping strategies centered on informal and unstable activities, offering few prospects for upward social mobility.

In conclusion, the article highlights that the socio-professional reintegration of out-of-school girls cannot be reduced to vocational training alone. It requires a comprehensive approach that combines sustained support, strengthened family involvement, and inclusive public policies in order to transform apprenticeship into a genuine lever for empowerment and the reduction of inequalities.

---

**Keywords:** Descolarisation, Socio-professional reintegration, Vocational training, Social precarity, Apprenticeship

## Introduction

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la déscolarisation des jeunes filles demeure un défi majeur pour les politiques éducatives et sociales. En Côte d'Ivoire, malgré les progrès enregistrés en matière d'accès à l'éducation, l'abandon scolaire touche de manière disproportionnée les filles issues de milieux socio-économiques défavorisés. Cette sortie prématuée du système scolaire constitue un facteur déterminant de trajectoires marquées par la précarité, la marginalisation et l'exposition accrue aux risques sociaux.

Comme l'a souligné Pierre Bourdieu (1986), l'école peut être un lieu d'intégration sociale mais aussi de reproduction des inégalités. Quand elle ne parvient pas à retenir ou à suivre certaines catégories sociales (jeunes filles pauvres), elle les exclut durablement. Cette exclusion scolaire se poursuit alors en exclusion sociale et, au sens de Durkheim (1897), en rupture des cadres normatifs et des régulations sociales.

Ces processus prennent une acuité particulière en milieu urbain. À Abidjan, les jeunes filles déscolarisées vivent dans un environnement caractérisé par l'urbanisation galopante, la précarité économique et l'affaiblissement des structures traditionnelles de socialisation. D'après Alain Sissoko (2003), face à la pénurie d'opportunités scolaires et professionnelles, elles mettent en place des stratégies d'adaptation basées sur l'insertion dans l'économie informelle et la mobilisation de réseaux sociaux précaires. Si ces

logiques permettent une survie immédiate, elles enferment durablement les intéressées dans des formes d'insertion instables et peu protectrices.

Par ailleurs, la déscolarisation féminine ne peut être dissociée des mutations socio-économiques qu'ont connues les sociétés ivoiriennes au cours des dernières décennies. Les crises économiques et politico-militaires ont contribué à fragiliser les mécanismes traditionnels de protection sociale. Elles ont accentué la vulnérabilité des jeunes, et plus particulièrement des jeunes filles. Comme le précise Francis Akindès (2011), ces recompositions sociales ont renforcé les inégalités d'accès à l'éducation et à l'emploi, faisant de la déscolarisation le produit d'un ensemble de contraintes structurelles, familiales et institutionnelles plutôt que le résultat d'un échec individuel.

Dans ce contexte, la formation professionnelle et l'apprentissage sont fréquemment présentés comme des leviers de réinsertion socio-professionnelle pour les jeunes filles déscolarisées. Toutefois, cette réinsertion ne saurait se réduire à l'acquisition de compétences techniques. Elle est un processus complexe qui implique l'accès aux ressources, le pouvoir d'agir et la reconnaissance sociale. La perspective de l'approche par les capacités développées par Amartya Sen (1999) permet d'interroger la capacité réelle des jeunes filles à transformer la formation reçue en libertés effectives.

De même, les travaux de Naila Kabeer (2005) montrent que l'autonomisation repose sur l'articulation entre ressources, pouvoir d'agir et réalisations concrètes. Cette articulation est souvent entravée par l'absence d'accompagnement post-formation et par les contraintes du marché du travail informel.

C'est dans cette optique que s'inscrit le présent article. Il vise à analyser les freins à la réinsertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées engagées dans des parcours d'apprentissage à Abidjan.

Cette analyse s'inscrit dans la continuité d'un travail académique antérieur de l'auteure, tout en proposant une relecture actualisée, approfondie et élargie des enjeux de la déscolarisation féminine et de la réinsertion socio-professionnelle.

L'objectif est, d'une part, d'identifier les obstacles structurels, sociaux et institutionnels qui limitent l'efficacité des dispositifs de formation professionnelle et, d'autre part, de mettre en lumière les expériences, les représentations et les stratégies développées par les actrices concernées.

Sur le plan méthodologique et analytique, l'article s'organise en trois parties. La première partie présente le cadre théorique et conceptuel mobilisé autour de la déscolarisation, de l'exclusion sociale et de l'autonomisation. La deuxième partie expose la démarche méthodologique de l'enquête menée dans des centres de formation professionnelle à Abidjan. Enfin, la troisième partie analyse les résultats empiriques, en mettant en évidence les limites des

dispositifs de réinsertion et les conditions nécessaires à une insertion socio-professionnelle durable des jeunes filles déscolarisées.

## **Méthodes**

La présente étude s'inscrit dans une approche qualitative à visée socio-criminologique, utilisée pour analyser les déterminants sociaux, institutionnels et symboliques de la réinsertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées après la formation professionnelle. Cette étude se situe dans le domaine de la criminologie sociale, c'est-à-dire l'étude des processus sociaux de production, de prévention et de contrôle des comportements déviants. Cette approche permet de considérer la déscolarisation féminine non seulement comme un fait éducatif, mais aussi comme un fait social générateur de vulnérabilités, susceptible de conduire les jeunes filles vers des parcours de marginalisation, de déviance ou de victimisation.

L'analyse s'appuie sur une lecture criminologique en termes de socialisation secondaire, de régulation sociale informelle et de prévention sociale par les structures de formation professionnelle. Elle cherche à savoir si l'apprentissage d'un métier est un moyen de prévention des comportements déviants et un moyen de réinsertion sociale durable.

## **Site de recherche**

La recherche s'est déroulée à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, caractérisée par de fortes inégalités socio-spatiales et une forte concentration de populations féminines vulnérables. Ces éléments en font un terrain pertinent pour l'analyse socio-criminologique des relations entre précarité sociale, déscolarisation et risques de déviance.

L'enquête a été menée dans des centres de formation professionnelle pour jeunes filles déscolarisées dans les communes de Yopougon et d'Abobo, des zones marquées par une pauvreté économique chronique, une informalité professionnelle dominante et une vulnérabilité accrue aux phénomènes de marginalisation sociale. Ces centres ne se contentent pas de transmettre des compétences techniques (couture, pâtisserie, alphabétisation), mais exercent également un rôle de contrôle social informel, par l'encadrement éducatif, la responsabilisation et la transmission de normes sociales.

## **Population d'étude et méthodes de collecte des données**

La population ciblée est constituée de 150 personnes, à savoir : les jeunes filles déscolarisées en formation, les responsables de centres, le personnel encadreur et les parents. Le choix des enquêtés est fait par un échantillonnage raisonné, en adéquation avec les objectifs de recherche et l'approche socio-criminologique.

La collecte des données s'est faite par le biais des méthodes qualitatives, afin de croiser les regards et d'analyser les dynamiques sociales à différents niveaux:

- Des entretiens semi-directifs individuels auprès des chefs de centres, des encadreurs et des parents pour identifier les stratégies institutionnelles de prévention, les contraintes structurelles de l'insertion professionnelle et les représentations sociales de la déviance féminine ;
- Des focus groups avec les jeunes filles déscolarisées en formation pour permettre l'expression collective de leurs parcours scolaires interrompus, de leurs expériences de vulnérabilité et de leurs perceptions du rôle de la formation professionnelle dans la construction de parcours socialement intégrés.

Les entretiens ont été menés jusqu'à saturation empirique, c'est-à-dire jusqu'à ce que les données recueillies n'apportent plus d'éléments analytiques nouveaux. Cette saturation a permis de stabiliser l'échantillon et d'assurer la cohérence interne de l'analyse

CATEGORIE SOCIO PROFESSIONNELLE	Fréquence de l'échantillon
Jeunes filles descolarisées en formation	100
Personnel encadreur	25
Responsables des Centres	10
Parents	15
<b>TOTAL</b>	<b>150</b>

Source : Données de terrain Mémoire de Maîtrise 2004<sup>1</sup>

### Méthode d'analyse des données

L'analyse des données s'appuie sur une analyse thématique à orientation socio-criminologique, axée sur les facteurs de risque et de protection dans les trajectoires des jeunes filles déscolarisées. Les discours recueillis ont été codés autour de thématiques telles que la déscolarisation, la précarité socio-économique, la stigmatisation sociale, les stratégies d'adaptation, les mécanismes de prévention de la déviance et les modalités de réinsertion professionnelle.

Cette analyse permet de relier les données empiriques aux notions de marginalisation sociale, de régulation sociale et de prévention sociale de la délinquance afin de montrer comment les dispositifs de formation professionnelle peuvent servir de lieux de resocialisation et de réduction des risques socio-criminels chez les jeunes filles déscolarisées.

<sup>1</sup> Safié, R. (2004). *Apprentissage et réinsertion sociale des jeunes filles déscolarisées : Cas du Centre de formation féminine Marie-Dominique à Koumassi (Abidjan)* (Mémoire de maîtrise 91p). Université Félix Houphouët-Boigny.

## Résultats

Les résultats de l'étude s'organisent autour de trois axes principaux, issus de l'analyse des données qualitatives :

- Le profil socio-scolaire et économique des jeunes filles enquêtées
- Les limites du processus de formation et d'insertion professionnelle
- Les obstacles sociaux et familiaux à la réinsertion durable

Chaque axe est développé ci-dessous à partir des données des entretiens et focus groups.

### Profil socio-scolaire et vulnérabilité des jeunes filles enquêtées

Il ressort des entretiens et focus group que l'absence de mécanismes d'accompagnement post-formation constitue un frein à la réinsertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées. Les entretiens avec les participants révèlent que la plupart des apprenantes proviennent de familles pauvres et ont un faible niveau d'éducation ( primaire ou premier cycle du secondaire). Cela limite fortement leur accès à l'emploi formel et aux mécanismes institutionnels d'aide. Les entretiens et focus groups viennent confirmer et enrichir cette vulnérabilité structurelle. Plusieurs participantes évoquent l'absence de stages, de passerelles professionnelles et d'aide à l'installation à la fin de la formation :

« À la différence des grandes écoles reconnues, nous qui apprenons dans les petits centres ne bénéficions pas de stages. Une fois la formation terminée, nous sommes laissées à nous-mêmes » (Focus group, jeunes filles déscolarisées en apprentissage, entretien cité dans Safié, 2004).

Les enquêtées affirment aussi ne pas recevoir d'aide des institutions publiques (Ministère de l'Enseignement professionnel, fonds nationaux de solidarité) pour s'installer à leur propre compte. Cette vulnérabilité est accentuée par des parcours de déscolarisation marqués par la pauvreté, les grossesses précoces et l'absence de soutien parental, comme le témoigne une enquêtée :

« Mes parents n'avaient plus les moyens de payer l'école. On m'a dit d'apprendre un métier » (Focus group, jeune fille déscolarisée en apprentissage, entretien cité dans Safié, 2004).

Les enquêtées évoquent une entrée précoce dans le monde du travail pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

### Faible capacité d'auto-emploi et limites de l'insertion professionnelle

Le deuxième axe des résultats fait ressortir les difficultés d'installation après la formation. Si l'apprentissage donne accès à des compétences techniques de base, il ne débouche pas toujours sur une insertion professionnelle durable.

Les entretiens avec les responsables des Centres informels montrent que dans la majorité des centres enquêtés, les formatrices sont des artisanes bénévoles, maîtrisant le métier, mais sans formation pédagogique. Cela impacte la transmission du savoir car elles peinent à organiser leurs apprentissages et à adapter leurs pratiques aux profils diversifiés des apprenantes. Comme le dit un personnel encadreur :

« Les artisans (enseignants) même s'ils maîtrisent leur art, ils n'ont pas de diplôme. Ils ont tous appris sur le tas » (Entretien semi-directif individuel, personnel encadreur, entretien cité dans Safié, 2004).

Si l'apprentissage « sur le tas » permet d'acquérir des gestes techniques en situation de travail, il ne suffit pas lorsqu'il n'est pas accompagné d'un encadrement pédagogique et d'un accompagnement vers l'emploi. L'absence de reconnaissance institutionnelle de ces structures entrave leur capacité à collaborer avec le secteur privé et à proposer des débouchés professionnels pérennes. Les acteurs interrogés pensent que cela réduit les opportunités d'emploi pour les apprenantes.

Enfin, les focus group révèlent aussi le sentiment d'abandon institutionnel des apprenantes après la formation. Plusieurs participantes mentionnent l'absence de dispositifs de financement, de stages ou d'aide à l'installation :

« Une fois la formation terminée, il n'y a pas d'aide pour s'installer. On se débrouille seules » (Focus group, jeunes filles déscolarisées en apprentissage, entretien cité dans Safié, 2004).

Cette pression oblige certaines filles à travailler dans des conditions difficiles ou à quitter leur travail.

### **Négligence parentale et environnement social défavorable**

Les résultats révèlent que le milieu familial est un obstacle à la réinsertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées. La plupart d'entre elles vivent dans des quartiers défavorisés et proviennent de familles vulnérables où les parents n'ont pas les moyens d'offrir une meilleure éducation. Dans ce contexte, l'apprentissage est rarement perçu comme un projet professionnel à long terme, mais plutôt comme une solution minimale pour soulager les charges familiales.

Les entretiens avec les parents montrent un faible investissement affectif et matériel dans la formation de leurs filles. Plusieurs parents expriment une vision essentiellement utilitariste de l'apprentissage, comme en témoigne ce propos :

« L'important pour moi, c'est qu'elle gagne quelque chose et qu'elle ne me demande plus d'argent » (Entretien semi-directif individuel, parent, entretien cité dans Safié 2004).

Les discours parentaux expriment une attente d'abord économique de l'apprentissage. Cette pression économique pousse certaines jeunes filles à multiplier les petits boulots, voire à adopter des stratégies de survie à risque, compromettant leur insertion durable,

Une artisane descolarisée en stage témoigne à ce propos :

« Je suis obligée de compléter l'argent, les pourboires que je gagne dans mon stage de couturière. Ce qui ne rapporte pas grand-chose parce que j'ai mes petits frères à ma charge » (Focus Group jeunes filles descolarisées en apprentissage, entretien cité dans Safié 2004).

Cette configuration familiale illustre la complexité de la réinsertion, entre contraintes économiques, désengagement parental et vulnérabilités sociales. Peu à peu, ces jeunes filles deviennent les principales sources de revenus du ménage, ce qui provoque une inversion des rôles familiaux qui rend plus précaire leur insertion professionnelle.

## Discussion

Les résultats de cette étude révèlent les limites structurelles des dispositifs de réinsertion des jeunes filles descolarisées et leur incapacité à garantir une régulation sociale pérenne des trajectoires juvéniles. Si la formation professionnelle est une étape, elle est donc insuffisante si elle n'est pas accompagnée d'un soutien institutionnel, financier et psychosocial. Le faible taux d'auto-emploi témoigne d'un décalage persistant entre les compétences acquises et les opportunités réelles du marché du travail, laissant ces jeunes filles dans des situations de vulnérabilité sociale prolongée.

Ces observations rejoignent les analyses d'Alain Sissoko (2003) sur les jeunes filles descolarisées en milieu urbain abidjanais. L'auteur révèle que, face à la pauvreté et au manque d'emplois formels, ces jeunes filles mettent en place des logiques d'adaptation basées sur l'économie informelle et la mobilisation de réseaux sociaux précaires. Si ces tactiques assurent une survie immédiate, elles inscrivent les trajectoires dans une intégration précaire, incertaine et exposée durablement aux risques sociaux. Les résultats de cette étude viennent donc confirmer que la formation, lorsqu'elle n'est pas accompagnée de dispositifs de sécurisation des parcours, contribue à perpétuer ces processus de précarisation plutôt qu'à les inverser.

D'un point de vue criminologique, cette fragilité des trajectoires d'insertion renvoie à une crise des dispositifs de régulation sociale qu'Émile Durkheim (1897) qualifie d'anomie, c'est-à-dire une désorganisation des

normes et des cadres sociaux censés encadrer les comportements individuels. Sans ancrage institutionnel fort et sans perspectives d'insertion stables, les jeunes filles déscolarisées sont exposées à des parcours de précarité, d'incertitude et éventuellement à des comportements à risque ou à des stratégies de survie socialement coûteuses.

Cette situation révèle aussi les limites des politiques publiques de prévention, axées sur la formation comme prévention sociale générale, sans lien avec des dispositifs effectifs de sécurisation des parcours. Or, dans une perspective de prévention situationnelle, telle que conçue par Ronald V. Clarke (1997), la prévention des risques implique la mise en place de conditions structurelles propices à des comportements socialement intégrés. Sans accompagnement post-formation, sans débouchés, sans dispositifs d'aide à l'installation, la formation ne diminue pas les chances de marginalisation et ne peut jouer son rôle préventif.

Ces constats rejoignent les travaux de Naila Kabeer (2005) pour qui l'autonomisation n'est pas seulement l'accès aux ressources, mais la capacité d'agir et la reconnaissance sociale. Dans le cas observé, l'absence de dispositifs post-formation bloque cette capacité d'agir, empêchant la conversion de la formation en autonomie effective. De même, l'approche des capacités d'Amartya Sen (1999) explique pourquoi la formation, si elle n'est pas accompagnée de libertés réelles d'action, ne parvient pas à prévenir durablement les processus de marginalisation.

Les difficultés d'insertion constatées s'inscrivent dans les processus de précarisation des parcours juvéniles en Afrique de l'Ouest. La dépendance familiale tardive, l'informalité des activités économiques et la faiblesse de l'auto-emploi sont des facteurs structurels de fragilisation sociale. Dans ce sens, les études de Abdoulaye Niang (2010) révèlent que l'insertion professionnelle des jeunes est plus basée sur des logiques de débrouille que sur des mécanismes institutionnels de régulation sociale.

Enfin, ces résultats rejoignent les travaux de Pierre Bourdieu (1986) sur l'importance du capital social dans l'accès aux opportunités économiques et à la reconnaissance institutionnelle. Le manque de réseaux professionnels et institutionnels des jeunes filles enquêtées accentue leur exclusion et fragilise leur insertion sociale. Dans une perspective complémentaire, l'approche de Michel Foucault (1982) suggère que la formation professionnelle est un dispositif de contrôle social qui, sans accompagnement émancipateur, risque de produire des formes de normalisation précaires plutôt qu'une insertion sociale durable.

Dans cette perspective, les résultats de l'étude interpellent les politiques publiques de prévention sociale et de réinsertion des jeunes déscolarisées. Les actions du Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage, à travers les dispositifs

d'école de la seconde chance, semblent être des leviers institutionnels intéressants. En offrant des parcours de formation souples et adaptés aux parcours brisés des jeunes filles déscolarisées, ces dispositifs permettent de reconstruire des espaces de socialisation, de sécuriser les parcours d'apprentissage et de renforcer la dimension préventive de la formation professionnelle. Ils constituent alors un cadre structurant pour aller au-delà des dispositifs informels et permettre une réinsertion socio-professionnelle pérenne.

## Conclusion

La réinsertion socio-professionnelle des jeunes filles déscolarisées ne peut être conçue comme un prolongement de la formation professionnelle. Elle exige une approche globale, combinant formation, accompagnement post-apprentissage, soutien familial et politiques publiques inclusives. Sans cela, les dispositifs d'insertion risquent de reproduire les inégalités qu'ils sont censés combattre.

**Conflit d'intérêts :** L'auteur n'a déclaré aucun conflit d'intérêts.

**Disponibilité des données :** Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

**Déclaration de financement :** L'auteur n'a obtenu aucun financement pour cette recherche.

## References:

1. Akindès, F. (2011). Crises, pauvreté et recompositions sociales en Côte d'Ivoire. *Politique africaine*, 121(1), 89–108.
2. Bourdieu, P. (1986). Le capital social : Notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31(1), 2–3.
3. Clarke, R. V. (1997). *Situational crime prevention: Successful case studies* (2nd ed.). Harrow, UK: Home Office Police Research Group.
4. Durkheim, É. (1897/2007). *Le suicide : Étude de sociologie*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
5. Durkheim, É. (1893/2013). *De la division du travail social*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
6. Foucault, M. (1982). Le sujet et le pouvoir. In H. L. Dreyfus & P. Rabinow (Eds.), *Michel Foucault: Un parcours philosophique* (pp. 297–321). Gallimard.
7. Institut National de la Statistique (INS). (2020). *Enquête emploi 2020: Situation du marché du travail en Côte d'Ivoire*. INS.

8. Kabeer, N. (2005). Gender equality and women's empowerment: A critical analysis of the third millennium development goal. *Gender & Development*, 13(1), 13–24.  
<https://doi.org/10.1080/13552070512331332273>
9. Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENET). (2023). *Rapport annuel sur la scolarisation et l'abandon scolaire des filles en Côte d'Ivoire*. MENET.
10. Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA), formation-professionnelle.gouv.ci - Section "ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE"
11. Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique (MPJIPSC). (2017). *Politique nationale de formation professionnelle et d'insertion des jeunes déscolarisés*. MPJIPSC.
12. Niang, A. (2010). Jeunesse, emploi et précarité en Afrique de l'Ouest. *Afrique contemporaine*, 234(2), 83–96.
13. Safié, R. (2004). *Apprentissage et réinsertion sociale des jeunes filles déscolarisées : Cas du Centre de formation féminine Marie-Dominique à Koumassi (Abidjan)* (Mémoire de maîtrise 91p). Université Félix Houphouët-Boigny.
14. Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.
15. Sissoko, A. (2003). *Jeunes filles déscolarisées à Abidjan : Logique d'adaptation et dynamique sociale en milieu urbain*. GREJEM, 55-71